

PAGE 2-5

- Développements intervenus au sein du SCEPC
- L'actualité des Bureaux et comités d'étude (PB&C)

PAGE 6-7

- Points de vue nationaux : États-Unis et France

PAGE 8

- Du côté de l'EADRCC - Exercice Idassa 2007

PAGE 9

- Portrait d'un expert civil - Antero Lahtinen, Vice Président de la société Finnair
- La tribune des clients des PCU - Autorités militaires de l'OTAN et École de l'OTAN d'Oberammergau

PAGE 12

- Les activités PCU d'autres organisations internationales

Avertissement : Publiés sous l'autorité du SGA pour les opérations, les avis exprimés dans ce Bulletin ne reflètent pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ni celle de l'OTAN.

EDITORIAL

Ambassadeur Adam Kobieracki, Secrétaire général adjoint pour les opérations



Les PCU et l'approche globale

“ Il serait désormais dangereux de considérer comme des questions absolument distinctes ces deux aspects de la sécurité - l'aspect civil et l'aspect militaire - que ce soit sur le plan national ou sur le plan international. Peut-être l'OTAN n'a-t-elle pas encore pleinement admis cette interdépendance essentielle ou peut-être n'a-t-elle pas déployé assez d'efforts pour créer entre ses éléments civils ou militaires, cette liaison étroite et permanente qui est indispensable pour que l'Alliance soit forte et durable. ”

Rapport des « Trois sages », 1956

L'Alliance examine actuellement la question de l'« approche globale », concept selon lequel une vaste gamme d'instruments civils et militaires est nécessaire pour faire face à l'environnement de sécurité complexe dans lequel les opérations sont menées. S'il est entendu que l'OTAN n'a pas besoin de développer de capacités destinées à des fins civiles, le renforcement de l'interface civilo-militaire est, lui, jugé prioritaire.

Eu égard aux discussions ayant cours actuellement, l'on peut dire que les idées exprimées par nos prédécesseurs (voir citation) sont particulièrement d'actualité. Qui croirait que le rapport des « Trois sages » a été écrit il y a plus de cinquante ans ?

L'approche globale reste difficile à définir et ce n'est pas à la veille de mon départ que je m'aventurerai en terrain inconnu. Le concept - axé sur la coopération civilo-militaire - témoigne des divergences d'opinions que peut soulever cette question. L'approche globale revêt, selon moi, deux grandes dimensions : une dimension externe concernant les relations de l'OTAN avec des acteurs internationaux et une dimension interne axée sur une utilisation cohérente des outils militaires et non militaires, dont l'objet est d'assurer une planification et une mise en œuvre efficaces et efficaces des opérations. Les PCU ont un rôle à jouer dans l'une et l'autre dimension. ▶

CITATION PCU

“ ... la sécurité est, à notre époque, bien plus qu'un problème militaire. Le développement des consultations politiques et de la coopération économique, la mise en valeur des ressources, le progrès de l'éducation et de la compréhension des peuples, tout cela peut être aussi important, voire plus important, pour la sécurité d'une nation, ou d'une alliance, que la construction d'un cuirassé ou l'équipement d'une armée. ”

Rapport du Comité des Trois sur la coopération non militaire au sein de l'OTAN, 1956

S'agissant de la dimension interne, les Plans civils d'urgence se sont montrés avant-gardistes. Ils ont, entre autres tâches principales, celle d'assurer un soutien du secteur civil aux opérations de l'OTAN. Ils s'efforcent en permanence de renforcer l'interface civilo-militaire entre les NMA et les administrations nationales. Les PCU, qui font toujours preuve de souplesse et savent s'adapter à la transformation en cours de l'OTAN, fournissent un certain nombre de capacités aux opérations de l'OTAN. En plus d'un important pool d'experts civils, les Bureaux et comités d'étude apportent à l'Organisation un soutien « interagences » unique, en assurant l'interface entre, d'une part, les organismes militaires de l'OTAN et, d'autre part, des ministères et des organisations qui interviennent dans des domaines aussi divers que la gestion des situations d'urgence, la santé et les transports.

Je souhaite que l'approche globale incite les pays et les NMA à capitaliser sur l'héritage des PCU et à en tirer le meilleur parti possible pour leurs travaux. Je pense en outre que l'approche globale donnera une impulsion au niveau politique et officialisera la nécessité d'améliorer les interfaces civilo-militaires. J'invite les Autorités militaires de l'OTAN à définir leurs besoins et à mieux exploiter les PCU, lesquels sont tout disposés à apporter un soutien et une valeur ajoutée lorsqu'il y a lieu. Mais comme le dit l'adage, il faut être deux pour danser le tango.

Les PCU peuvent également apporter une contribution précieuse s'agissant de la dimension externe de l'approche globale. Ils ont, là encore, fait preuve d'avant-gardisme, notamment en instaurant, en 1998, un lien statutaire entre leur outil opérationnel - l'EADRCC - et le BCAH des Nations Unies, via l'approbation d'un mandat permanent pour la coordination entre ces deux organismes. Cette coopération s'est révélée très efficace en plusieurs occasions, notamment au Pakistan en 2006, ou pendant la crise des réfugiés du Kosovo ; dans le cas du Kosovo, des experts de l'aviation civile et du personnel international des PCU basé au HCR, à Genève ont aidé à coordonner les vols humanitaires avec la campagne aérienne de l'OTAN. Il s'agit là de deux exemples concrets d'application de l'approche globale.

L'on peut dire en conclusion que les PCU ont naturellement tendance à privilégier l'approche globale et qu'ils sont, de ce fait, bien placés pour être parmi ses principaux promoteurs. Fréquemment considérés comme le vilain petit canard des disciplines de planification, les PCU bénéficieront d'une approche qui légitimera la mise à disposition de leur potentiel, le but étant d'apporter une contribution efficiente et rentable aux planificateurs militaires de l'Alliance lorsque ceux-ci prépareront des opérations OTAN dans des environnements toujours plus difficiles.

Je vous adresse tous mes meilleurs vœux pour l'avenir, et c'est avec intérêt que je suivrai l'évolution des PCU dans mes prochaines fonctions.

DÉVELOPPEMENTS INTERVENUS AU SEIN DU HAUT COMITÉ POUR L'ÉTUDE DES PLANS D'URGENCE DANS LE DOMAINE CIVIL (SCEPC)

Les chefs des départements nationaux des plans civils d'urgence se sont réunis en session plénière du SCEPC le 31 mai et le 1er juin 2007. Les réunions de ce type, qui se tiennent deux fois l'an, permettent d'évaluer les progrès réalisés et de donner des orientations. Dans le cadre de la Directive ministérielle 2007-2008 pour les PCU, qui fixe les objectifs pour le prochain cycle de planification, les Bureaux et Comités d'étude (PB&C) mettent au point leur programme de travail respectif qui doit leur permettre d'atteindre ces objectifs. Les présidents des PB&C ont transmis des rapports présentant les points forts de leurs réalisations récentes, ainsi que leurs objectifs pour le cycle de planification suivant. L'échange de vues qui a suivi a contribué à rendre plus transparentes les activités des PB&C.

Demandé par le SCEPC en session plénière en novembre 2006 pour constituer le point de départ de la mise à jour du Plan d'action en matière de PCU, l'échange de vues avec les Partenaires a facilité la poursuite de l'élaboration de ce Plan d'action. Le but de ce dernier reste inchangé, à savoir aider les pays dans leurs efforts visant à élever le niveau de préparation et, en outre, être le vecteur de la contribution des PCU de l'OTAN à la lutte contre le terrorisme que mène l'OTAN. L'objectif est de présenter une version actualisée du Plan d'action à la session plénière que le SCEPC tiendra à l'automne.

Plusieurs exposés des pays ont donné un aperçu de l'expérience acquise lors des exercices et de l'organisation des structures nationales des plans civils d'urgence et de la gestion des crises. Les États-Unis ont présenté leur expérience nationale sur les méthodes appliquées pour traiter de la protection des infrastructures essentielles. La possibilité d'élaborer des directives non contraignantes et des normes minimales dans ce domaine a été encouragée et fera l'objet d'un examen par le Groupe ad hoc (AHG) du Comité de la protection civile (CPC) sur la protection des infrastructures essentielles.

Chantiers du SCEPC

- Mise à jour du Plan d'action en matière de PCU
- Approbation des programmes de travail des PB&C pour 2007-2008 Programmes (2007- 2008)

REGARD VERS L'AVENIR

Calendrier du SCEPC

- 28-29 novembre
Réunion plénière du SCEPC Roumanie

L'ACTUALITÉ DES BUREAUX ET COMITÉS D'ÉTUDE (PB&C)

Les huit Bureaux et comités d'étude de l'OTAN rassemblent des experts nationaux du secteur public ou privé et des représentants militaires chargés de coordonner la planification dans divers domaines de l'activité civile. Ces organes conseillent le SCEPC sur des questions liées aux crises et aident les Autorités militaires de l'OTAN et les pays à utiliser efficacement les ressources civiles. La section ci-après décrit brièvement les sujets intéressant actuellement les PB&C.

Transport

À la demande des autorités militaires de l'OTAN (NMA), les bureaux et comités d'étude fournissent des informations et des avis d'ordre technique et commercial sur la disponibilité, l'acquisition et l'efficacité de l'utilisation d'infrastructures et de moyens de transport à l'appui des opérations de l'OTAN. Le **Bureau d'étude des transports intérieurs de surface (PBIST)** a récemment mené à bien une analyse stratégique des transports intérieurs de surface (IST) et continue d'actualiser son étude sur les lignes de communications terrestres à l'appui de la FIAS. L'Atelier du PBIST sur le soutien au secteur militaire, tenu du 18 au 20 juin 2007 à Bratislava (République slovaque), a permis de fournir



aux autorités militaires de l'OTAN des informations sur les capacités de transports intérieurs de surface qui pourraient être utilisées pour le déploiement de forces de l'OTAN. Le PBIST accorde également une attention particulière à la protection des infrastructures essentielles, mettant notamment l'accent sur les infrastructures des ports maritimes. Ce projet donne des informations pratiques sur la protection des infrastructures essentielles de transport dans les pays du CPEA. Le **Bureau d'étude des transports océaniques (PBOS)** continue d'apporter son soutien à l'opération Active Endeavour et au Centre OTAN pour la navigation commerciale. L'Atelier sur les ressources pour les transports maritimes, qui se tiendra du 5 au 7 septembre à Helsinki (Finlande), aura pour but de faire le point sur les dispositions pour la gestion des crises, d'apporter un soutien en matière de

transport maritime à la Force de réaction de l'OTAN et de finaliser les évaluations sur la disponibilité des navires. L'Équipe de sélection des experts du **Comité d'étude de l'aviation civile (CAPC)** se réunira le 14 septembre afin d'examiner les candidatures soumises par les pays du CPEA pour les postes vacants dans les catégories d'experts suivantes : mouvements de fret commercial, assurances et courtier avions/hélicoptères. Les descriptions de poste correspondantes sont disponibles par l'intermédiaire des PCU ou des représentants nationaux auprès du CAPC. Les candidatures doivent être soumises aux PCU d'ici au vendredi 7 septembre au plus tard. Le Groupe de travail de l'aviation civile travaille actuellement dans trois domaines : évacuation sanitaire aérienne, hiérarchisation des travaux demandés par les autorités militaires de l'OTAN, et moyens d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des futurs travaux du CAPC. Les résultats seront passés en revue en septembre.

Sept experts des transports civils de l'OTAN et un administrateur PCU ont participé à l'exercice STEADFAST MOVE 2007, parrainé par le SHAPE, qui s'est tenu à Izmir (Turquie) du 14 au 18 mai. Les experts ont non seulement présenté un « instantané » des avions et des navires susceptibles d'être disponibles sur le marché au comptant pendant une période

PLUSIEURS PAYS DE L'ALLIANCE ET PAYS PARTENAIRES SIGNENT UN MÉMORANDUM SUR DES MESURES DESTINÉES À FACILITER L'AIDE DANS DES SITUATIONS DE CRISE



L'ambassadeur Antti Sierla, de la Mission de la Finlande auprès de l'OTAN et l'ambassadeur Adam Kobieracki, SGA pour les opérations, lors de la signature, le 27 février 2007, du mémorandum d'entente sur la facilitation des transports civils transfrontières d'importance vitale

Le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) a entériné, en septembre 2006, le Mémorandum d'entente (MOU) sur la facilitation des transports civils transfrontières d'importance vitale. Ce MOU est déjà entré en vigueur dans huit pays : l'Albanie, l'Arménie, la Finlande, l'Allemagne, la Moldova, la Norvège, le Royaume-Uni et l'ex-République yougoslave de Macédoine*. De nombreux autres pays ont exprimé leur volonté de signer ce MOU dans un avenir proche. Il s'agit d'un instrument multilatéral visant à améliorer la rapidité et l'efficacité de l'assistance aux victimes de catastrophes et de crises humanitaires, y compris celles provoquées par des incidents chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRN) au sein des pays du CPEA. Il a été élaboré sous la supervision du Haut Comité de l'OTAN pour l'étude des plans d'urgence dans le domaine civil (SCEPC), en étroite coopération avec le Bureau OTAN d'étude des transports intérieurs de surface (PBIST). Ce MOU constitue un outil important, s'agissant des tâches à accomplir découlant du Plan d'action en matière de PCU destiné à améliorer la préparation du secteur civil face au risque d'attaques perpétrées au moyen d'agents CBRN.

* La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

de déploiement déterminée, mais ils ont également effectué une simulation des marchés commerciaux s'agissant de fournir des moyens aux pays qui le demandent. Cela s'est passé au sein d'une section de transport stratégique, avec du personnel du Centre interallié de coordination des mouvements au SHAPE et du Centre de coordination des mouvements Europe (MCCE) à Eindhoven (Pays-Bas).

Le Séminaire 2007 de l'OTAN sur les transports, qui se tiendra à Munich du 8 au 10 octobre, a suscité une réaction exceptionnelle. Les inscriptions sont à présent terminées, le séminaire affichant complet. 68 experts des transports civils de l'OTAN prévoient de s'associer à leurs homologues civils et militaires nationaux et aux autorités militaires de l'OTAN (25 représentants) pour examiner les questions actuelles et futures en matière de mouvements et de transports, ainsi que leurs incidences sur les opérations de l'OTAN.

Protection civile

Dans le contexte du projet sur les directives non contraignantes et les normes minimales pour les premiers intervenants sollicités en cas d'incidents CBRN, le programme de formation internationale aux incidents CBRN a été utilisé et testé par les équipes CBRN ayant participé à l'exercice Idassa, tenu en Croatie du 19 au 23 mai. Le **Comité de la protection civile (CPC)** poursuit ses travaux dans un certain nombre de domaines clés : (i) protection des infrastructures essentielles, en particulier préparation d'un exercice sur table qui portera sur les interdépendances, la prise de décisions et la gestion des conséquences en matière d'infrastructures essentielles après une attaque CBRN ; (ii) activités de formation et exercices visant à tester des éléments du projet de directives non contraignantes ; (iii) adaptation de l'outil d'analyse des risques et des vulnérabilités. Ces sujets seront débattus au séminaire du CPC, qui se tiendra à Sofia (Bulgarie) les 17 et 18 septembre.

Communications

Le **Comité d'étude des télécommunications civiles (CCPC)** continue de procéder à une analyse technique intéressante à la fois le secteur militaire de l'OTAN et les pays du CPEA. Le Comité a récemment achevé trois études approfondies sur les

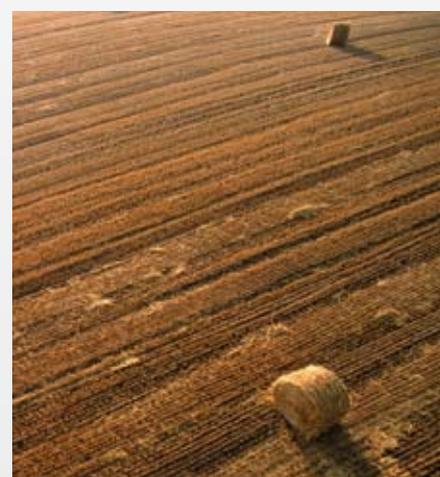


télécommunications pour la sécurité publique. La première a évalué l'accessibilité et la disponibilité du spectre radioélectrique utilisé par les organismes de protection du public et de secours en cas de catastrophe, mettant l'accent sur l'éventail des capacités ainsi que sur les possibilités d'améliorer l'interopérabilité. Les deux autres études ont examiné les besoins en matière de communications de crise sous deux angles différents : en premier lieu, assurer aux premiers intervenants la continuité des communications et, en deuxième lieu, de transmettre aux populations civiles les informations nécessaires lors d'opérations de crise ou d'urgence. Ces informations devraient être utiles aux pays lorsqu'ils établissent ou affinent leurs capacités nationales de réponse aux crises.

Ravitaillement et agriculture

Le **Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture (FAPC)** a tenu son séminaire sur les ressources essentielles - organisé tous les deux ans -, ainsi que sa réunion en session plénière du 21 au 25 mai à Bucarest (Roumanie). Le FAPC fait en sorte que les compétences et l'expérience disponibles dans les secteurs du ravitaillement, de l'agriculture et de l'eau répondent au mieux aux besoins civils et militaires de l'OTAN, par l'échange d'informations et de meilleures pratiques. À cette occasion, quatre-vingts représentants de ministères nationaux du ravitaillement et de l'agriculture et des autorités militaires nationales, ainsi que des experts du secteur privé des pays alliés et des pays partenaires ont pu se familiariser avec les priorités et les défis de l'OTAN et partager des informations sur les préoccupations de sécurité relatives aux secteurs du ravitaillement, de l'agriculture et de l'eau. Tout en répondant aux nouveaux défis qui se

posent en matière de sécurité, le séminaire sur les ressources essentielles a porté sur toute une série de questions, notamment l'examen et la suggestion de solutions possibles pour les problèmes de protection des infrastructures essentielles dans les secteurs du ravitaillement, de l'eau et de l'agriculture, ainsi que les interdépendances et les vulnérabilités à cet égard. Le séminaire a également permis d'examiner les incidences des insuffisances en matière de ravitaillement, d'eau ou d'agriculture (et les ressources nécessaires pour recréer ces services) sur les infrastructures au sens large et de déterminer quelles sont les mesures nécessaires pour rétablir des



niveaux de production appropriés et sûrs. Des représentants des pays partenaires ont participé à des séances plénières, à des réunions de groupes de travail, à des séminaires et à d'autres activités menées en configuration Conseil de partenariat euro-atlantique de l'OTAN (49 pays).

Questions médicales

Le **Comité médical mixte (JMC)** a organisé un séminaire intitulé « Surveillance épidémiologique - L'interface civilo-militaire » à Halifax, en Nouvelle-Écosse (Canada), du 3 au 5 juin, afin d'examiner les relations entre les autorités militaires et civiles en charge des questions médicales dans ce domaine. Des représentants militaires et civils, ainsi que des membres de l'Organisation mondiale de la santé et du BCAH des Nations Unies, ont aidé le secteur militaire à mettre en œuvre les éléments civils de l'Engagement capacitaire de Prague ayant trait à la surveillance épidémiologique.

Dans le domaine du soutien médical, la conduite des opérations ne peut être efficace que si la mission médicale est



envisagée dans une perspective globale et si les forces armées bénéficient, en cas de besoin, d'un meilleur accès au soutien civil. La signature et l'échange de lettres entre la Présidence du Comité médical mixte (JMC) - organe civilo-militaire - et la Présidence du Comité des chefs des services de santé militaires au sein de l'OTAN (COMEDS) - organe purement militaire - constituent une première dans l'histoire des activités médicales de l'OTAN. Ces lettres contiennent des propositions destinées à améliorer la synergie entre les deux comités. Cela permettra de renforcer les activités médicales civilo-militaires communes aux niveaux stratégique et tactique en améliorant la coopération dans les domaines où les autorités militaires ont besoin d'un soutien des autorités civiles.

Par exemple, les autorités médicales civiles peuvent offrir des compétences particulières en matière de transport sanitaire aérien pour la planification et la conduite d'opérations de l'OTAN. De tels accords constituent une illustration pratique de l'approche globale.

Production industrielle

Le **Comité de planification industrielle (IPC)** continue de contribuer à la lutte contre le terrorisme et à la protection contre les armes de destruction massive dans deux domaines majeurs : le premier concerne les évolutions technologiques des équipements destinés à la gestion des incidents CBRN. Dans ce secteur, l'IPC a analysé l'évolution des équipements d'identification, de détection et de contrôle, tels que les laboratoires déployables et les



tenues de protection. Par ailleurs, en raison du caractère sensible des acheminements transfrontières d'équipements CBRN, l'IPC a commencé à s'intéresser à la question des licences d'exportation au sein des pays de l'OTAN et des pays partenaires. Le second domaine concerne la protection des infrastructures essentielles (CIP) dans le secteur de l'énergie. L'IPC a fait des progrès en matière de protection des infrastructures essentielles dans ce domaine en dressant une liste des meilleures pratiques, dont les décideurs nationaux et les autorités compétentes pourront se servir pour revoir et élaborer leurs arrangements nationaux.

Stage d'orientation destinée aux nouveaux experts des PB&C

Les derniers préparatifs sont en cours pour le stage d'orientation destiné aux nouveaux experts, qui se tiendra au siège de l'OTAN du 4 au 6 juillet. Des candidatures ont été reçues de la part des huit bureaux et comités d'étude et des autorités militaires de l'OTAN. Même s'il a pour but de familiariser les nouveaux experts civils avec les procédures de l'OTAN et avec ce que l'on attend d'eux en tant qu'experts de l'OTAN, le stage présente également un intérêt pour les nouveaux représentants nationaux auprès de l'OTAN qui travailleront dans le domaine des plans civils d'urgence. Ceux qui souhaitent y participer sont encouragés à s'adresser aux PCU.

Calendrier des PB&C

➤ 4-6 juillet	Stage d'orientation destiné aux nouveaux experts	Siège de l'OTAN
➤ 5-7 septembre	Atelier du PBOS sur les ressources pour les transports maritimes	Helsinki, Finlande
➤ 12-13 septembre	Réunion plénière du CAPC	Siège de l'OTAN
➤ 17-18 septembre	Séminaire du CPC sur la préparation et la réaction en cas d'incidents CBRN	Sofia, Bulgarie
➤ 19 septembre	Réunion plénière du CPC	Sofia, Bulgarie
➤ 26-27 septembre	Réunion plénière du PBOS	Siège de l'OTAN
➤ 8 -10 octobre	Séminaire conjoint sur les transports	Munich, Allemagne
➤ 11-12 octobre	Réunion plénière du JMC	Siège de l'OTAN
➤ 22-23 octobre	Réunion plénière du CCPC	Siège de l'OTAN
➤ 23-25 octobre	Réunion plénière du PBIST	Istanbul, Turquie
➤ 6-7 novembre	Séminaire de l'IPC	Bucarest, Roumanie
➤ 8-9 novembre	Réunion plénière de l'IPC	Bucarest, Roumanie
➤ 22-23 novembre	Réunion plénière du FAPC	Siège de l'OTAN

REGARD VERS L'AVENIR

La coopération civilo-militaire à l'OTAN : des outils actuels pour une approche nouvelle



Sur la base de l'expérience opérationnelle acquise en Afghanistan et en Iraq, le Sommet de Riga a permis de donner des orientations pour que la planification des opérations futures se fasse suivant une nouvelle approche, dite « approche globale », selon laquelle des aspects tant civils que militaires sont considérés avant un déploiement. La réussite d'une telle approche dépend de deux éléments clés : la coopération civilo-militaire et la capacité à obtenir une intégration totale entre les divers éléments de l'OTAN. L'approche est nouvelle, et pourtant nombre des outils qui lui sont nécessaires existent déjà à l'OTAN depuis des décennies.

Si la Directive politique globale reconnaît que l'OTAN n'a pas besoin de développer des capacités destinées strictement à des fins civiles, l'on doit toutefois se rappeler que toutes les activités civiles sont à double usage (préparation/sécurité/réaction nationales et protection des forces). Les questions dont s'occupent le Haut Comité pour l'étude des plans d'urgence dans le domaine civil (SCEPC) et les Bureaux et comités d'étude (PB&C) qui lui sont subordonnés reflètent les préoccupations et les besoins tant des pays que des Autorités militaires de l'OTAN.

Le fait que des experts civils répondent sans cesse à des demandes de soutien en matière de formation et d'exercices militaires et fournissent des avis dans le cadre d'opérations, souligne la valeur de la coopération civilo-militaire. Inversement, les structures militaires de commandement, de contrôle et de logistique de l'OTAN ont satisfait à des besoins urgents dans le cadre de la réponse apportée par l'OTAN après le cyclone Katrina et le tremblement de terre au Pakistan. Comme autre exemple de la coopération civilo-militaire, l'on peut citer l'aide que les composantes civile et militaire de l'OTAN ont apporté à la Lettonie, avant le Sommet de Riga, en matière de préparation à une situation d'urgence CBRN.

Les huit PB&C pour les situations d'urgence devraient étendre leur capacité en matière de recours aux compétences civiles de l'arrière¹ de façon à garantir que tous les aspects possibles d'une opération militaire puissent être réglés. Il conviendrait, dans un premier temps, de prendre en compte et de refléter dans les catégories d'experts civils les besoins recensés par les équipes de reconstruction provinciale (PRT). Les catégories d'experts civils devraient être adaptées au fur et à mesure que l'approche globale est élaborée et appliquée.

1. Les capacités en matière de recours aux compétences civiles de l'arrière permettent aux militaires, à quelque niveau que ce soit, de demander des informations et des avis aux experts des huit domaines fonctionnels des PCU grâce à un processus rapide et simple.

Actuellement, l'OTAN est la seule organisation internationale dont les capacités existantes permettent de fournir une assistance mixte. Au titre de l'actuelle Directive ministérielle, les PCU sont chargés pour les deux ans à venir de renforcer leur coopération avec d'autres organisations internationales. Ce faisant, ils établiront les liens donnant accès à toutes les compétences civiles qu'il se révélerait nécessaire d'ajouter dans la boîte à outils utilisée à l'appui des besoins militaires de l'OTAN. On notera que ces besoins sont pris en compte dans la Directive politique globale et dans le Communiqué de Riga.

Le cyclone Katrina a balayé les vieilles pratiques qui existaient aux États-Unis en matière d'intervention d'urgence et a conduit à introduire de nouveaux plans selon lesquels, en cas de catastrophe, les militaires seront appelés à travailler aux côtés de nos premiers intervenants civils. Depuis quatre ans que je représente les États-Unis auprès du SCEPC, j'ai vu la coopération civilo-militaire s'améliorer, mais des considérations politiques empêchent que se réalise l'objectif d'une intégration totale et d'une coopération harmonieuse entre les divers comités de l'OTAN.

Au long du processus qui consiste à élaborer, pour faire face aux menaces civiles et militaires communes, des procédures et des applications à double usage (protection d'infrastructures essentielles ou de gros-porteurs, détection de kamikaze porteur d'explosifs, entre autres exemples), l'OTAN restera la pierre angulaire de notre défense et de notre sécurité. Je suis convaincue qu'au nom de l'efficacité et de l'efficience, l'on surmontera les blocages politiques, l'on considérera comme prioritaires les menaces imminentes qui pèsent sur l'Alliance et l'on parviendra, à terme, à combiner les activités actuellement cloisonnées au sein de l'OTAN et par rapport à d'autres organisations, et ce dans le but de mettre en place une approche plus unifiée pour l'ensemble des opérations.

J'espère avoir l'occasion de lire, depuis mon bureau de Washington, des informations positives en ce qui concerne les résultats de la participation des PCU au séminaire sur les ADM dans le cadre du groupe « défense » sur la prolifération, la possibilité pour les unités militaires déployées de l'OTAN d'accéder plus rapidement aux services d'experts civils, la poursuite de la participation des Nations Unies à des activités de l'OTAN et la tenue d'un exercice conjoint OTAN/UE de gestion des crises.



La coopération civilo-militaire, vue des Plans civils d'urgence



Parmi les cinq fonctions dévolues aux Plans civils d'urgence (PCU), deux concernent le soutien aux autorités militaires, lors d'opérations article 5 ou d'opérations de réponse aux crises.

Les Directives ministérielles des PCU fixent comme objectif de continuer à faciliter l'intégration des considérations civiles dans la planification militaire et d'assurer que les arrangements nécessaires sont en place pour fournir un soutien effectif aux autorités militaires.

Les PCU sont particulièrement actifs dans ce domaine :

- depuis le printemps 2005, les PCU assistent les autorités militaires dans une cinquantaine de domaines différents, qu'il s'agisse d'opérations, d'exercices, de formations, ou d'expertises civiles.
- dernièrement, des experts civils nationaux ont aidé les autorités militaires dans la planification de l'exercice « Livex 06 », pour « Steadfast Move 07 », ou dans la gestion de substances chimiques toxiques en Afghanistan.
- les Comités et bureaux d'études transports travaillent essentiellement au profit des militaires (le PBOS y consacre 90% de son activité).
- dans la quasi totalité des cas, les experts nationaux sollicités sur leur lieu de travail ou appelés à se déplacer répondent à des demandes militaires (respectivement 92% et 100% des cas).

Les autorités militaires étant satisfaites du dispositif, il existe une très faible marge de manœuvre pour améliorer encore ce soutien. D'ailleurs, l'OTAN restant une alliance militaire, l'expertise civile relève soit des nations, soit d'autres organisations internationales, telle l'Union européenne (UE), qui dispose de la palette complète des instruments de gestion de crise, de stabilisation, de reconstruction et de développement.

Quatre impératifs devraient être respectés :

- répondre fidèlement aux demandes militaires (respect du « pull-system » cher aux militaires), dans les limites des compétences existantes, sans chercher à imposer d'expertise civile qui ne répondrait pas à des nécessités opérationnelles et en respectant l'intégrité de la planification militaire.

- ne pas rompre l'équilibre avec les autres rôles des PCU : soutien aux autorités nationales et coopération avec les Partenaires. Peu de domaines à l'OTAN ont atteint un tel degré d'association des Partenaires, qui contribuent aux groupes d'experts civils et ont créé, avec les Alliés, une structure unique, l'EADRCC.
- ne pas développer de capacités à usage strictement civil, comme le rappelle la Directive politique globale : ce serait nier la nature militaire de l'Alliance et concurrencer d'autres acteurs internationaux mieux équipés.
- ne pas considérer que toute capacité civile a un usage dual, ce qui est inexact.

Certaines idées méritent pourtant d'être explorées, pour améliorer l'existant à la marge :

- mieux promouvoir les outils et expertises des PCU, dont plus de 380 experts nationaux (la France est 2ème contributeur avec 10%).
- diffuser et expliquer les procédures de recours aux outils PCU (Catalogue des capacités civiles, Arrangements de gestion de crise...). Cette pédagogie a déjà commencé avec la présentation du Président du SCEPC au Comité militaire en septembre 2006 et se poursuivra par une information plus opérationnelle, régulièrement fournie.
- généraliser, lorsque cela est possible, l'exemple de la coopération entre militaires et experts civils des transports.
- Revoir, si nécessaire, l'organisation et les structures des PCU.

L'approche globale appelle à une meilleure application des outils de gestion de crise de l'OTAN, dont les PCU. Elle ne consiste pas à doter l'OTAN d'outils de reconstruction et de développement, mais vise à ce que l'Alliance, outil militaire, inscrive son action dans les efforts de la Communauté internationale. C'est à l'OTAN de se mettre au service de la Communauté internationale, et non l'inverse.

Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC)

Exercice IDASSA 2007: quarante équipes venues de vingt pays mettent en pratique les procédures d'intervention en cas de catastrophe



Le saviez-vous ?

En Croatie, le soutien de l'opinion publique en faveur de l'adhésion à l'OTAN est passé de 43% (28 mars 2007) à 52% (21 mai 2007).

Sondage réalisé par l'institut d'études GfK.

IDASSA 2007, un exercice sur le terrain portant sur la gestion des conséquences et organisé par le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) en coopération avec la Croatie, s'est déroulé du 19 au 24 mai dans le comté croate de Zadar. L'ambitieux scénario de l'exercice était axé sur la gestion des conséquences d'un tremblement de terre dévastateur, d'un incident chimique survenu dans un port maritime industriel et de la menace d'une action terroriste (à l'aide d'agents biologiques) à bord d'un avion de ligne.

Cet exercice a offert aux pays du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) une excellente occasion de mettre en pratique les mécanismes et les capacités d'intervention en cas de catastrophe. Il a également permis au pays hôte, la Croatie, de coordonner les opérations de gestion des conséquences comportant une aide internationale dans une situation d'urgence difficile. Il a par ailleurs contribué à améliorer la coopération et l'interopérabilité au sein des pays du CPEA et des organisations internationales, et a donné la possibilité aux premiers intervenants civils et aux unités militaires spécialisées de travailler ensemble. Le scénario et les sites de l'exercice ont donné à toutes les équipes participantes la possibilité d'exécuter des tâches au demeurant extrêmement difficiles. L'exercice a été mené avec succès et les objectifs ont été atteints.

Un millier de personnes ont participé à l'exercice. Plus de 40 équipes, représentant un large éventail de compétences, ont été envoyées par 20 pays. Soixante-dix postes dans les éléments de commandement ont été pris en charge par 22 pays du CPEA, par le BCAH des Nations Unies et par l'EADRCC. Par ailleurs, 120 observateurs et 70 personnalités ont été invités. Le Président de la Croatie s'est lui aussi rendu sur les lieux. La Croatie, en tant que pays hôte, a fourni un excellent soutien, contribuant ainsi au bon déroulement de l'exercice.

C'est la Finlande qui accueillera, en juin 2008, le prochain exercice sur le terrain de l'EADRCC. La conférence de planification initiale, qui se tiendra les 13 et 14 septembre à Bruxelles, marquera le début du processus de planification.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Web de l'EADRCC : www.nato.int/eadrcc/2007

Portrait d'un expert civil

ANTERO LAHTINEN, VICE-PRÉSIDENT DE FINNAIR CARGO



L'ossature des Plans civils d'urgence (PCU) de l'OTAN est constituée de quelque 380 experts issus de l'industrie, des milieux d'affaires et des administrations et services publics. Antero Lahtinen, originaire de la Finlande, est l'un des experts appelés à donner aux autorités militaires de l'OTAN des avis sur l'utilisation efficace des ressources civiles pendant les phases de planification et d'exécution d'une opération de l'OTAN.

Récemment nommé expert civil auprès du Comité d'étude de l'aviation civile (CAPC), il rejoint le réseau OTAN des experts civils de l'aviation avec, à son actif, une expérience de plus de vingt ans dans l'industrie aéronautique. Né en 1949, il a fait une carrière remarquable chez Finnair où il est actuellement Premier vice-président et directeur général de Finnair Cargo Ltd., ayant gravi les échelons en occupant successivement les postes de Directeur général pour l'Italie et Malte, de Directeur régional pour l'Europe du Nord et de Directeur général pour le Royaume-Uni. De 2001 à 2005, il était en poste à New York, où il avait en charge la division américaine de Finnair.

Son sens aigu des affaires lui a permis d'exercer, dans le passé, d'autres hautes responsabilités, notamment celles de Président de la Chambre de commerce finno-britannique (à Londres), de Président de la Chambre de commerce finno-américaine, d'Administrateur exécutif et de Vice-président, pour la Finlande, de la Fondation américano-scandinave (à New York).

En tant qu'expert de la gestion du transport aérien général pour le CAPC, il est chargé d'émettre des avis sur les conditions des marchés de l'aviation civile, sur l'accès, par les pays et les autorités militaires de l'OTAN, à ces marchés et sur la disponibilité des aéronefs. Il peut être également appelé à se prononcer sur la manière de pallier les insuffisances au niveau des moyens de transport aérien de l'OTAN, sur la gestion des cargaisons, sur les activités aéroportuaires dans des zones géographiques spécifiques, et sur les aspects des plans de déploiement concernant les transports aériens civils.

Les compétences de M. Antero Lahtinen, conjuguées à celles d'autres experts dans les domaines fonctionnels des bureaux et comités d'étude, sont un atout précieux qui peut être utilisé au besoin pour la planification militaire en cas de crise ; c'est un élément caractéristique de la valeur ajoutée cohérente et rentable que les PCU apportent aux opérations OTAN.

La tribune des clients des PCU

SOUTIEN AU COMMANDANT DE LA FIAS : DES EXPERTS CIVILS DES PCU SONT CONSULTÉS SUR LES RISQUES LIÉS À LA LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

En août 2006, les autorités militaires de l'OTAN ont adressé au personnel des plans civils d'urgence du siège de l'OTAN la première demande officielle d'autorisation de soutien du secteur civil aux forces militaires déployées. Le SHAPE a officiellement demandé que des experts civils fournissent des avis en matière de protection des forces de manière à aider la FIAS à faire face aux risques liés à la lutte contre les stupéfiants. Peu de temps après, le Haut Comité pour l'étude des plans d'urgence dans le domaine civil (SCEPC) a accepté de demander à des experts du Comité de la protection civile de fournir un soutien au SHAPE.

Le 21 septembre, des experts civils sont venus participer à des premières réunions avec les autorités civiles et militaires de l'OTAN, le SHAPE, le Commandement de forces interarmées de Brunssum et du personnel de la FIAS. Les avis étaient transmis par visioconférence depuis le siège de l'OTAN. Une seconde visioconférence, organisée le 24 novembre, a permis d'examiner les avis techniques écrits donnés par les experts civils. Grâce à ces avis, le personnel de la FIAS s'est fait une idée plus précise de la manière de coordonner ses activités avec les Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres acteurs internationaux et sociétés commerciales, et de se diriger vers une solution à long terme. Cette initiative a également permis d'adapter à la mission de la FIAS une contribution de la République tchèque consistant à mettre à la disposition du commandant de la FIAS des unités de défense CBRN chargées de faciliter les opérations de manipulation de substances toxiques d'origine industrielle.

Les avis donnés par les experts civils des PCU dans le cadre de cette première expérience ont été très utiles et ont sensiblement amélioré la protection des forces et facilité la mise en place de capacités afghanes.

Lieutenant-colonel Dennis Cantwell, Plans militaires, SHAPE



COMMANDEMENT ALLIÉ TRANSFORMATION (ACT) : ÉBAUCHE D'UN SYSTÈME PERMETTANT UN MEILLEUR PARTAGE DES INFORMATIONS ENTRE ACTEURS CIVILS ET MILITAIRES

Les défis et les contraintes liés aux actions concertées entre civils et militaires inhérentes aux opérations internationales en cours sont des obstacles au partage des informations et à une perception commune de la situation entre les acteurs civils et militaires. Le partage des informations tel qu'il se pratique actuellement entre les acteurs civils et militaires se fait essentiellement sur une base « ad hoc » et tous les acteurs intervenant lors d'une crise n'ont pas accès aux mêmes informations. De ce fait, les responsables de la gestion d'une crise perdent souvent du temps à gérer les informations relatives à cette crise plutôt que la crise proprement dite.

Pour combler cette lacune, le Commandement allié Transformation met en place une capacité qui facilitera le partage des informations et la perception commune de la situation entre les acteurs, qu'ils soient de l'OTAN ou extérieurs à l'Organisation.

Si l'OTAN veut améliorer ses actions concertées avec les acteurs intéressés au sein des organisations internationales/organisations non gouvernementales, elle doit être prête à développer ces capacités de manière ouverte et transparente. Elle doit éviter de créer des solutions « OTAN seulement » plutôt que des capacités « publiques » développées avec les partenaires civils, qui seront mises à la disposition de toutes les personnes concernées. Cette approche permettrait non seulement de se doter de la capacité souhaitée mais elle contribuerait aussi fortement à établir la confiance entre les acteurs civils et militaires.

Centre de fusion de données civilo-militaires (CFC)

L'ACT a mis en place un Centre de fusion de données civilo-militaires (CFC), structure expérimentale de gestion des connaissances et des informations, permettant une bonne perception de la situation par les forces de l'OTAN et les acteurs civils travaillant dans le même espace d'engagement. Le CFC travaille en étroite collaboration avec les forces de l'OTAN et les acteurs civils intéressés (administrations locales, organisations internationales, ONG etc.) afin de recueillir, de traiter et de communiquer aux participants, via le Civil-Military Overview, toutes les informations pertinentes disponibles, de façon à promouvoir une perception commune de la situation. Le CFC est une organisation réseaucentrique, comportant des cellules axées sur l'humanitaire, le développement et la sécurité, et destinées à gérer au mieux les informations sur les situations de crises naturelles et/ou anthropiques.

Civil Military Overview (Aperçu général de la situation civilo-militaire)

Le Civil Military Overview (CMO) est un site web - ou portail - prototype affichant les résultats de la collecte et du traitement, opérés par le CFC, de toutes les informations pertinentes disponibles sur une situation de crise en cours. Il offre également un environnement en ligne permettant aux acteurs travaillant dans un espace d'engagement d'échanger spontanément leurs informations.

Pour bien fonctionner, le CMO doit bénéficier du soutien d'une organisation spécialisée - le CFC -, chargée d'alimenter et de tenir à jour le portail et de comprendre les besoins en informations des utilisateurs du CMO. À la différence d'autres outils de partage d'informations émergents, le CMO est un site géré, qui présente l'avantage d'avoir des informations plus pertinentes et actualisées et qui sert de « guichet d'information unique », ce qui permet d'améliorer l'efficacité et l'efficience pour les responsables de la gestion d'une crise.



Avantages pour les Plans civils d'urgence

Les capacités CFC/CMO émergentes permettront aux forces de l'OTAN de mener plus facilement des actions concertées avec les acteurs civils, mais elles offriront aussi la possibilité de donner aux autorités militaires de l'OTAN (NMA) et à d'autres organes de l'OTAN, dans le cadre de la planification et de l'exécution d'opérations OTAN, les avis et le soutien voulus. Le CMO peut apporter un soutien rapide et efficace lorsque les Plans civils d'urgence reçoivent et traitent des demandes de soutien civil des NMA et il peut aider celles-ci à mieux connaître les capacités de soutien civil de l'OTAN et leur disponibilité pour les opérations en cours.

**Lieutenant-colonel Mojca Pesec, Branche Expérimentation opérationnelle,
Commandement allié Transformation (ACT)**

L'ÉCOLE DE L'OTAN À OBERAMMERGAU STAGE SUR LES PLANS CIVILS D'URGENCE (PCU)/LA COOPÉRATION CIVILO-MILITAIRE (CIMIC) : UNE INITIATIVE D'ENTRAÎNEMENT ET DE FORMATION EN COOPÉRATION

Depuis 1997, l'École de l'OTAN accueille deux fois par an le stage sur les plans civils d'urgence (PCU)/la coopération civilo-militaire (CIMIC). Ce stage de cinq jours, auquel 70 personnes peuvent participer, est consacré au but, au rôle et aux fonctions des plans civils d'urgence (PCU), ainsi qu'aux principes et procédures de base de la coopération civilo-militaire (CIMIC), dans le cadre du concept stratégique de l'OTAN. Il donne également des exemples concrets des liens qui existent entre les PCU et les organisations internationales. Étant donné que la CIMIC est l'équivalent militaire des PCU au niveau opérationnel, un module PCU est mis en œuvre dans le cadre de chacun des stages CIMIC pour officiers d'état-major proposés par l'École de l'OTAN. Cela facilite la liaison et améliore la coopération entre les deux branches. Ce stage est également intéressant dans la mesure où il renforce l'interface civilo-militaire et permet aux responsables de la planification militaire d'avoir une idée plus précise des capacités du secteur des PCU et donc de tirer le meilleur parti de tous les outils de l'Alliance.

Ce stage connaît un vif succès et toutes les places disponibles sont systématiquement réservées. Des experts des plans civils d'urgence du siège de l'OTAN, de l'École de l'OTAN, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et de la Croix-Rouge norvégienne apportent leur contribution au stage en donnant des exposés très instructifs. La semaine est divisée en deux parties : la première partie, qui est théorique, porte sur les grandes orientations, la politique en vigueur, les capacités existantes et la marche à suivre pour en disposer, tandis que la seconde partie du stage, qui est consacrée aux travaux en sous-groupes, a pour but d'encourager les participants à mettre en application les théories et les politiques exposées par les orateurs, et permet d'aborder des questions pratiques.

Les deux derniers stages ont réuni des participants originaires de trente-deux pays : Alliés et pays partenaires de l'OTAN, pays du Dialogue méditerranéen et pays de l'Initiative de coopération d'Istanbul, ainsi que vingt stagiaires du Ministère de l'intérieur iraquien. De par la diversité de leurs expériences, les stagiaires apportent une véritable valeur ajoutée à ce stage de formation, qui leur offre une occasion unique d'élargir leurs compétences en matière de réponse aux crises et de mettre en commun leurs expériences nationales. Ce stage permet également de découvrir le village bavarois d'Oberammergau, qui mérite assurément une visite.

Le lieutenant-colonel Denis Sevaistre, de l'armée de terre française, est le Directeur du stage et il est instructeur à l'École de l'OTAN à Oberammergau.



Les PCU au sein des autres organisations internationales

Les activités des PCU de l'OTAN n'étant pas menées en vase clos, on trouvera dans le tableau ci-dessous des liens utiles avec d'autres organisations qui jouent elles aussi un rôle actif dans ce domaine.

ORGANISATION	SITE WEB
Commission européenne	http://ec.europa.eu/environment/civil
	http://ec.europa.eu/dgs/justice_home/terrorism/dg_terrorism_en.htm
Centre de contrôle et d'information pour la Protection civile (MIC) de la Commission européenne	http://ec.europa.eu/environment/civil/prote/mic.htm
Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)	http://ec.europa.eu/echo/index_en.htm
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies	http://ochaonline.un.org
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	http://osce.org
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	http://iaea.org
Centre des incidents et des urgences (CIU) de l'AIEA	http://www-ns.iaea.org/tech-areas/emergency/incident-emergency-centre.htm
Manuel de l'AIEA destiné aux premiers intervenants en cas d'urgence radiologique	http://www-ns.iaea.org/tech-areas/emergency/emergency-response-actions.asp
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)	http://www.opcw.org

ACTIVITÉS

On trouvera ci-dessous une liste des activités qui seront menées prochainement par deux organisations internationales :

Organisation	Activités	Date	Lieu
AIEA	Orientations générales sur la protection physique des matières et installations nucléaires contre les actes de sabotage	Du 20 au 24 août	Vienne, Autriche
AIEA	Stage de formation sur la mise en application des spécifications (GS-R-2) et des orientations concernant le développement d'une capacité nationale de réponse aux situations d'urgence dans le domaine nucléaire ou radiologique (stage de base)	Du 3 au 7 septembre	Nicosie, Chypre
AIEA	Stage de formation destiné aux premiers intervenants	Du 8 au 19 septembre	Vilnius, Lituanie
Agence suédoise des services de sauvetage	Stage sur l'évaluation des situations et des événements lors des interventions d'urgence	Troisième trimestre de 2007	Revinge, Suède
École de l'OTAN	Stage OTAN de coopération civilo-militaire (CIMIC) stratégique/opérationnelle	Du 1er au 5 octobre	Oberammergau, Allemagne
AIEA	Cours international sur la protection physique des matières et installations nucléaires	Du 14 octobre au 2 novembre	Albuquerque, États-Unis
École de l'OTAN	Stage OTAN sur les plans civils d'urgence	Du 29 octobre au 2 novembre	Oberammergau, Allemagne
Centre international des forces de défense finlandaises	Stage OTAN/PPP/DM sur la coopération civilo-militaire	Du 26 au 30 novembre	Niinisalo, Finlande
Collège de défense nationale de la Suède	Stage de haut niveau sur les plans civils d'urgence	Du 3 au 7 décembre	Stockholm, Suède

De plus amples informations sont disponibles sur ePRIME, le système d'information, de gestion et d'échange en temps réel pour le Partenariat.

Si vous souhaitez contribuer à aPerÇU, le bulletin d'information des PCU, veuillez vous adresser aux **PCU, au siège de l'OTAN** : cepd@hq.nato.int